



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 8 ΙΟΥΛΙΟΥ 1974

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
191

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

- Ν.Δ. 450. Περὶ κυρώσεως τῶν ἀντικατασταθέντων Παραρτημάτων Ι καὶ ΙΙ τῆς ἀπὸ 15 Δεκεμβρίου 1950 Συμβάσεως Βρυξελλῶν περὶ τῆς δασμολογητέας ἀξίας τῶν ἐμπορευμάτων. 1
- Ν.Δ. 452. Περὶ κυρώσεως τοῦ τροποποιηθέντος ἄρθρου XVI τῆς ἀπὸ 15 Δεκεμβρίου 1950 Συμβάσεως Βρυξελλῶν ἐπὶ τῆς Ὀνοματολογίας διὰ τὴν κατὰ τὰς ἐμπορευμάτων εἰς τὰ Τελωνεῖα Δασμολόγια. ... 2

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 450

Περὶ κυρώσεως τῶν ἀντικατασταθέντων Παραρτημάτων Ι καὶ ΙΙ τῆς ἀπὸ 15 Δεκεμβρίου 1950 Συμβάσεως Βρυξελλῶν περὶ τῆς δασμολογητέας ἀξίας τῶν ἐμπορευμάτων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦνται καὶ κτῶνται ἰσχύϊ νόμου τὰ Παραρτήματα Ι καὶ ΙΙ τῆς ἀπὸ 15 Δεκεμβρίου 1950 ἐν Βρυξελλῶν συναφθείσης καὶ διὰ τοῦ Α.Ν. 1923/1951 κυρωθείσης Συμβάσεως περὶ τῆς δασμολογητέας ἀξίας τῶν ἐμπορευμάτων, ὡς ταῦτα ἀντικατεστάθησαν βάσει τῆς ἀπὸ 7 Ἰουνίου 1967 σχετικῆς συστάσεως τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας, τὸ δὲ κείμενον αὐτῶν, ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἐλληνικὴν, ἔχει ὡς ἑπεται :

ANNEXE I.

Definition de la Valeur en Douane

Article I.

(1) Pour l'application des droits de douane ad valorem, la valeur des marchandises importées pour la mise à la consommation est le prix normal, c'est-à-dire le prix réputé pouvoir être fait pour ces marchandises,

au moment où les droits de douane deviennent exigibles, lors d'une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence entre un acheteur et un vendeur indépendants l'un de l'autre.

(2) Le prix normal des marchandises importées est déterminé en supposant que :

(a) les marchandises sont livrées à l'acheteur au port ou au lieu d'introduction dans le pays d'importation;

(b) le vendeur supporte tous les frais se rapportant à la vente et à la livraison des marchandises au port ou lieu d'introduction, ces frais étant, dès lors, compris dans le prix normal;

(c) l'acheteur supporte les droits et taxes exigibles dans le pays d'importation, ces droits et taxes étant, dès lors, exclus du prix normal.

Article II.

(1) Une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence entre un acheteur et un vendeur indépendants l'un de l'autre est une vente dans laquelle notamment :

(a) le paiement du prix des marchandises constitue la seule prestation effective de l'acheteur;

(b) le prix convenu n'est pas influencé par des relations commerciales, financières ou autres, contractuelles ou non, qui pourraient exister en dehors de celles créées par la vente elle-même entre, d'une part, le vendeur ou une personne physique ou morale associée en affaires au vendeur et, d'autre part, l'acheteur ou une personne physique ou morale associée en affaires à l'acheteur;

(c) aucune partie du produit provenant des reventes ou d'autres actes de disposition ou encore de l'utilisation dont les marchandises feraient ultérieurement l'objet ne reviendra, directement ou indirectement, au vendeur ou à toute autre personne physique ou morale associée en affaires au vendeur.

(2) Deux personnes sont considérées comme associées en affaires si l'une d'elles possède un intérêt quelconque dans les affaires ou les biens de l'autre ou si elles possèdent toutes les deux un intérêt commun dans des affaires ou des biens ou si encore une tierce personne possède un intérêt dans les affaires ou les biens de chacune d'elles, que ces intérêts soient directs ou indirects.

Article III.

Lorsque les marchandises à évaluer

(a) sont fabriquées d'après un brevet d'invention ou font l'objet d'un dessin ou d'un modèle protégés,

(b) ou sont importées sous une marque de fabrique ou de commerce étrangère,

(c) ou sont importées pour faire l'objet soit d'une vente ou d'un autre acte de disposition sous une marque de fabrique ou de commerce étrangère, soit d'une utilisation sous une telle marque,

la détermination du prix normal se fera en considérant que celui-ci comprend la valeur de droit d'utiliser, pour lesdites marchandises, le brevet, le dessin ou le modèle, ou la marque de fabrique ou de commerce.

ANNEXE II.

Notes Interprétatives de la Définition de la Valeur
En Douane

Addendum à l'article I.

Note 1.

Le moment visé à l'Article I, paragraphe (1), sera déterminé conformément à la législation de chaque pays et pourra être, par exemple, celui du dépôt régulier ou de l'enregistrement de la déclaration des marchandises pour la mise à la consommation, celui du paiement des droits de douane ou celui de la mainlevée des marchandises.

Note 2.

Les frais visés à l'Article I, paragraphe (2), alinéa (b), comprennent notamment :

- les frais de transport,
- les frais d'assurance,
- les commissions,
- les courtages,
- les frais d'établissement, en dehors du pays d'importation, des documents relatifs à l'introduction des marchandises dans le pays d'importation, y compris les droits de chancellerie,
- les droits et taxes exigibles en dehors du pays d'importation, à l'exclusion de ceux dont les marchandises auraient été exonérées ou dont le montant aurait été remboursé ou devrait être remboursé,
- le coût des emballages, à l'exclusion de ceux qui suivent leur régime propre; les frais d'emballage (main-d'œuvre, matériel ou autres frais),
- les frais de chargement.

Note 3.

Le prix normal sera déterminé en supposant que la vente porte sur la quantité des marchandises à évaluer.

Note 4.

Lorsque les éléments retenus pour la détermination de la valeur ou du prix payé ou à payer sont exprimés dans une monnaie autre que celle du pays d'importation, le taux de change à retenir pour la conversion est le taux de change officiel en vigueur dans ce pays.

Note 5.

L'objet de la Définition de la Valeur est de permettre, dans tous les cas, le calcul des droits de douane sur la base du prix auquel un acheteur quelconque pourrait se procurer les marchandises importées, lors d'une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence, au port ou lieu d'introduction dans le pays d'importation. Cette conception est d'une portée générale; elle est applicable, que les marchandises importées aient fait

ou n'aient pas fait l'objet d'un contrat de vente et quelles que soient les conditions de ce contrat.

Mais l'application de cette Définition implique une enquête sur les prix pratiqués au moment de l'évaluation. Dans la pratique, lorsque les marchandises importées font l'objet d'une vente bona fide, le prix payé ou à payer en vertu de cette vente pourra être considéré en général comme une indication valable pour déterminer le prix normal visé dans la Définition. En conséquence, le prix payé ou à payer pourra sans inconvénient être retenu comme base de l'évaluation et il est recommandé aux Administrations douanières de l'admettre comme valeur des marchandises en question, sous réserve :

(a) des dispositions à prendre en vue d'éviter que des droits ne soient éludés au moyen de prix ou de contrats fictifs ou faux;

(b) et d'éventuels ajustements de ce prix jugés nécessaires pour tenir compte des éléments qui, dans la vente considérée, diffèrent de ceux que retient la Définition de la Valeur.

Les ajustements visés au paragraphe (b) ci-dessus concernent notamment les frais de transport et les autres frais visés au paragraphe (2) de l'Article I et à la Note 2 de l'Addendum à l'Article I, ainsi que les escomptes ou autres réductions de prix consentis aux représentants exclusifs ou concessionnaires uniques, les escomptes anormaux ou toute autre réduction sur le prix usuel de concurrence.

Addendum à l'Article III.

Note 1.

Les dispositions de l'Article III n'apportent aucune restriction aux dispositions des articles I et II.

Note 2.

Les dispositions de l'Article III peuvent également être rendues applicables aux marchandises importées pour faire l'objet, après ouvraison complémentaire, soit d'une vente ou d'un autre acte de disposition sous une marque de fabrique ou de commerce étrangère, soit d'une utilisation sous une telle marque.

Note 3.

Une marque de fabrique ou de commerce sera considérée comme une marque de fabrique ou de commerce étrangère, si elle est la marque :

(a) soit d'une personne quelconque qui, en dehors du pays d'importation aurait cultivé, produit, fabriqué ou mis en vente les marchandises à évaluer, ou serait autrement intervenue à leur sujet;

(b) soit d'une personne quelconque associée en affaires avec toute personne désignée à l'alinéa (a) ci-dessus;

(c) soit d'une personne quelconque dont les droits sur la marque sont limités par un accord avec toute personne désignée aux alinéas (a) ou (b) ci-dessus.

Addendum General

Il est recommandé que la notion de la valeur, telle qu'elle résulte de la Définition et des présentes Notes Interprétatives, soit utilisée pour la détermination de la valeur de toutes les marchandises que doivent être déclarées en douane, y compris les marchandises exemptes de droits et les marchandises passibles de droits spécifiques.

ANNEX I

Definition of Value

Article 1.

(1) For the purposes of levying ad valorem duties of customs, the value of any goods imported for home use shall be taken to be the normal price, that is to say, the price which they would fetch at the time when the duty becomes payable on a sale in the open market between a buyer and a seller independent of each other.

(2) The normal price of any imported goods shall be determined on the following assumptions :

(a) that the goods are delivered to the buyer at the port or place of introduction into the country of importation;

(b) that the seller bears all costs, charges and expenses incidental to the sale and to the delivery of the goods at the port or place of introduction, which are hence included in the normal price;

(c) that the buyer bears any duties or taxes applicable in the country of importation, which are hence not included in the normal price.

Article II.

(1) A sale in the open market between a buyer and a seller independent of each other pre-supposes :

(a) that the price is the sole consideration;

(b) that the price is not influenced by any commercial, financial or other relationship, whether by contract or otherwise, between the seller or any person associated in business with him, and the buyer or any person associated in business with him other than the relationship created by the sale itself;

(c) that no part of the proceeds of any subsequent resale, other disposal or use of the goods will accrue, either directly or indirectly, to the seller or any person associated in business with him;

(2) Two persons shall be deemed to be associated in business with one another if, whether directly or indirectly, either of them has any interest in the business or property of the other or both have a common interest in any business or property or some third person has an interest in the business or property of both of them.

Article III.

When the goods to be valued :

(a) are manufactured in accordance with any patented invention or are goods to which any protected design has been applied; or

(b) are imported under a foreign trade mark; or

(c) are imported for sale, other disposal or use under a foreign trade mark,

the normal price shall be determined on the assumption that it includes the value of the right to use the patent, design or trade mark in respect of the goods.

ANNEX II

Interpretative Notes to the Definition of Value
Addendum to article I.

Note 1.

The time when the duty becomes payable, referred to in paragraph (1) of Article I shall be determined in accordance with the legislation of each country and may be, for example, the time at which the goods declaration for home use is duly lodged or registered, the time of payment of customs duty or the time of release of the goods.

Note 2.

The «costs, charges and expenses» mentioned in Article I, paragraph (2) (b) include, inter alia, any of the following :

- carriage and freight;
- insurance;
- commission;
- brokerage;
- costs, charges and expenses of drawing up outside the country of importation documents incidental to the introduction of the goods into the country of importation, including consular fees;
- duties and taxes applicable outside the country of importation except those from which the goods have been exempted or have been or will be relieved by means of refund;
- cost of containers excluding those which are treated as separate articles for the purpose of levying duties of customs, cost of packing (whether for labour, materials or otherwise);
- loading charges.

Note 3.

The normal price shall be determined on the assumption that the sale is a sale of the quantity to be valued.

Note 4.

Where the determination of the value or of the price paid or payable depends upon factors which are expressed in a currency other than that of the country of importation, the foreign currency shall be converted into the currency of the importing country at the official rate of exchange of that country.

Note 5.

The object of the Definition of Value is to make it possible in all cases to calculate the duties payable on the basis of the price at which imported goods are freely available to any buyer on a sale in the open market at the port or place of introduction into the country of importation. It is a concept for general use and is applicable whether or not the goods are in fact imported under a contract of sale, and whatever the terms of that contract.

But the application of the Definition implies an enquiry into current prices at the time of valuation. In practice, when imported goods are the subject of a bona fide sale, the price paid or payable on that sale can generally be considered as a valid indication of the normal price mentioned in the Definition. This being so, the price paid or payable can reasonably be used as a basis for valuation, and Customs Administrations are recommended to accept it as the value of the goods in question subject :

(a) to proper safeguards aimed at preventing evasion of duty by means of fictitious or colourable contracts or prices; and

(b) to such adjustments of that price as may be considered necessary on account of circumstances of the sale which differ from those envisaged in the Definition of Value.

Adjustment under paragraph (b) above may in particular be required with reference to freight and other expenses dealt with in paragraph (2) of Article 1 and Note 2 of the Addendum to Article I, or with reference to discounts or other reductions in price granted on favour of sole agents or sole concessionaires, or to any abnormal discount or any other reduction from the ordinary competitive price.

Addendum to Article III.

Note 1.

The provisions of Article III do not restrict the provisions of Articles I and II.

Note 2 :

The provisions of Article III may also be applied to goods imported for sale, other disposal or use, after further manufacture, under a foreign trade mark.

Note 3.

A trade mark shall be treated as a foreign trade mark if it is the mark of :

(a) any person by whom the goods to be valued have been grown, produced manufactured, offered for sale or otherwise dealt with outside the country of importation; or

(b) any person associated in business with any person referred to in (a) above; or

(c) any person whose rights in the mark are restricted by an agreement with any person referred to in (a) or (b) above.

General Addendum

It is recommended that the concept of value expressed by the Definition and these Interpretative Notes be employed for the valuing of all goods subject to customs declaration, including duty-free goods and goods liable to specific customs duties.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι

Όρισμός της δασμολογητέας αξίας.

Άρθρον Ι.

1. Διά την εφαρμογήν των κατ' αξίαν δασμῶν, ἡ αξία τῶν εἰσαγομένων ἐμπορευμάτων, τῶν προοριζομένων δι' ἀνάλωσιν ἢ χρησιμοποίησιν, εἶναι ἡ κανονικὴ τιμὴ, ἥτοι ἡ τιμὴ ἡ θεωρουμένη ὡς δυναμένη νὰ ἐπιτευχθῇ διὰ τὰ ἐμπορεύματα ταῦτα καθ' ἓν στιγμήν οἱ δασμοὶ καθίστανται ἀπαιτητοί, ἐξ ἀφορμῆς πωλήσεως συντελουμένης ὑπὸ συνθήκας πλήρους συναγωνισμοῦ μεταξύ ἑνὸς ἀγοραστοῦ καὶ ἑνὸς πωλητοῦ, ἀνεξαρτήτων τοῦ ἑνὸς ἐκ τοῦ ἑτέρου.

2. Ἡ κανονικὴ τιμὴ τῶν εἰσαγομένων ἐμπορευμάτων προσδιορίζεται, λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν ὅτι :

α) Τὰ ἐμπορεύματα παραδίδονται εἰς τὸν ἀγοραστὴν εἰς τὸν λιμένα ἢ τὸν τόπον εἰσαγωγῆς τῆς εἰσαγωγῆς χώρας.

β) Ὁ πωλητὴς ὑφίσταται ἀπαντὰ τὰ ἔξοδα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν πώλησιν καὶ τὴν παράδοσιν τῶν ἐμπορευμάτων εἰς τὸν λιμένα ἢ τὸν τόπον τῆς εἰσαγωγῆς, τῶν ἐξόδων τούτων περιλαμβανομένων εἰς τὴν κανονικὴν τιμὴν.

γ) Ὁ ἀγοραστὴς ὑφίσταται τοὺς εἰς τὴν χώραν τῆς εἰσαγωγῆς ἀπαιτητοὺς δασμοὺς καὶ φόρους, οἵτινες δὲν περιλαμβάνονται εἰς τὴν κανονικὴν τιμὴν.

Άρθρον II.

Πώλησις συντελουμένη ὑπὸ συνθήκας πλήρους συναγωνισμοῦ μεταξύ ἀγοραστοῦ καὶ πωλητοῦ, ἀνεξαρτήτων τοῦ ἑνὸς ἐκ τοῦ ἑτέρου, εἶναι ἡ πώλησις εἰς τὴν προϋποτίθεται, ὅτι :

α) ἡ πληρωμὴ τῆς τιμῆς τῶν ἐμπορευμάτων ἀποτελεῖ τὴν μόνην πραγματικὴν παροχὴν τοῦ ἀγοραστοῦ.

β) Ἡ συμφωνηθεῖσα τιμὴ δὲν ἐπηρεάζεται, πέραν τῶν σχέσεων τῶν δημιουργουμένων ὑπ' αὐτῆς ταύτης τῆς πωλήσεως καὶ ὑπὸ ἐμπορικῶν, οἰκονομικῶν ἢ ἄλλων σχέσεων προερχομένων ἢ μὴ ἐκ συμβολαίου μεταξὺ τοῦ πωλητοῦ ἢ οἰουδήποτε φυσικοῦ ἢ νομικοῦ προσώπου συνεταιρισμένου μετ' αὐτοῦ εἰς ἐργασίας ἀφ' ἑνὸς καὶ τοῦ ἀγοραστοῦ ἢ οἰουδήποτε προσώπου συνεταιρισμένου μετ' αὐτοῦ εἰς ἐργασίας ἀφ' ἑτέρου,

γ) Οὐδὲν τμήμα τοῦ προϊόντος τοῦ προερχομένου ἐκ μεταπωλήσεων ἢ ἄλλων πράξεων διαθέσεως ἢ χρησιμοποίησεως, ὧν ἀντικείμενον ἦθελον ἀποτελέσει μεταγενεστέρως τὰ ἐμπορεύματα, θὰ περιέλθῃ ἀμέσως ἢ ἐμμέσως εἰς τὸν πωλητὴν ἢ εἰς οἰονδήποτε ἕτερον φυσικὸν ἢ νομικὸν πρόσωπον συνδεδεμένον εἰς ἐργασίας μετ' αὐτοῦ.

2. Δύο πρόσωπα θεωροῦνται ὡς συνδεδεμένα εἰς ἐργασίας, ἐὰν τὸ ἓν ἐξ αὐτῶν ἔχει οἰονδήποτε συμφέρον εἰς τὰς ἐργασίας ἢ τὴν περιουσίαν τοῦ ἄλλου ἢ ἐὰν ἀμφοτέρω τὰ πρόσωπα ταῦτα ἔχουν κοινὸν συμφέρον εἰς οἰασδήποτε ἐργασίας ἢ περιουσίαν ἢ ἐὰν εἰσέτι τρίτον πρόσωπον ἔχει συμφέρον εἰς τὰς ἐργασίας ἢ τὴν περιουσίαν ἀμφοτέρων τούτων, ἀνεξαρτήτως ἐὰν τὰ συμφέροντα ταῦτα εἶναι ἄμεσα ἢ ἔμμεσα.

Άρθρον III.

Όσάκις τὰ ὑποβλητέα εἰς ἐκτίμησιν ἐμπορεύματα :

α) εἶναι κατεσκευασμένα βάσει μεθόδου προστατευομένης διὰ διπλώματος εὑρεσιτεχνίας ἢ ἀποτελοῦν ἀντικείμενον οἰουδήποτε προστατευομένου σχεδίου ἢ ὑποδείγματος,

β) ἢ εἰσάγονται ὑπὸ ἀλλοδαπὸν βιομηχανικὸν ἢ ἐμπορικὸν σῆμα,

γ) ἢ εἰσάγονται, ἵνα ἀποτελέσουν ἀντικείμενον εἴτε πωλήσεως ἢ ἄλλης πράξεως διαθέσεως ὑπὸ ἀλλοδαπὸν βιομηχανικὸν ἢ ἐμπορικὸν σῆμα εἴτε χρησιμοποίησεως ὑπὸ τοιοῦτον σῆμα, ἡ κανονικὴ τιμὴ θὰ προσδιορίζεται ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν, ὅτι αὕτη περιλαμβάνει, ἐν σχέσει πρὸς τὰ ἐν λόγῳ ἐμπορεύματα, τὴν ἀξίαν τοῦ δικαιώματος χρησιμοποίησεως τοῦ διπλώματος εὑρεσιτεχνίας, τοῦ σχεδίου ἢ ὑποδείγματος ἢ τοῦ ἐμπορικοῦ σήματος.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II

Ερμηνευτικαὶ σημειώσεις τοῦ ὁρισμοῦ τῆς Δασμολογητέας Αξίας.

Σημείωσις 1.

Τὸ χρονικὸν σημεῖον εἰς ὃ ἀποβλέπει τὸ ἄρθρον I, παράγρ. 1, θὰ καθορίζεται συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν ἐκάστης χώρας καὶ δύναται νὰ εἶναι π.χ. ὁ χρόνος τῆς κανονικῆς καταθέσεως ἢ τῆς καταχωρήσεως τῆς διασαφήσεως διὰ τὴν θέσιν εἰς ἀνάλωσιν τῶν ἐμπορευμάτων, ὁ χρόνος πληρωμῆς τῶν δασμῶν ἢ ὁ χρόνος τῆς ἐξόδου τῶν ἐμπορευμάτων ἐκ τῶν Τελωνειακῶν χώρων.

Σημείωσις 2.

Τὰ ἔξοδα περὶ ὧν τὸ ἄρθρον I παράγρ. 2 ἐδάφ. β' περιλαμβάνουν ἰδίως :

- τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς,
- τὰ ἔξοδα ἀσφαλείας,
- τὰς προμηθείας,
- τὰ ἔξοδα μεσιτείας,

— τὰ ἔξοδα ἐκδόσεως, ἐκτὸς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς, τῶν ἐγγράφων τῶν σχετικῶν μετὰ τὴν εἰσαγωγὴν τῶν ἐμπορευμάτων εἰς τὴν εἰσάγουσαν χώραν, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν τελῶν προξενικῆς θεωρήσεως,

— τοὺς δασμοὺς καὶ τοὺς φόρους τοὺς ἀπαιτητοὺς ἐκτὸς τῆς εἰσαγωγῆς χώρας, πλην ἐκείνων τῶν ὁποίων θὰ ἀπηλλασσέτο ἢ τῶν ὁποίων τὸ ποσὸν θὰ ἐπεστρέφετο ἢ θὰ ἔδει νὰ ἐπιστραφῇ,

— τὸ κόστος τῶν συσκευασιῶν, ἐξαιρέσει τῶν ὑποκειμένων εἰς ἴδιον δασμολογικὸν καθεστῶς, ὡς καὶ τὰ ἔξοδα συσκευασίας (ἐργατικά, ὑλικὸν καὶ λοιπὰ ἔξοδα),

- τὰ ἔξοδα φορτώσεως.

Σημείωσις 3.

Ἡ κανονικὴ τιμὴ θὰ προσδιορίζεται ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν, ὅτι ἡ πώλησις ἀναφέρεται εἰς τὴν ποσότητα τῶν πρὸς ἐκτίμησιν ἐμπορευμάτων.

Σημείωσις 4.

Όταν τὰ λαμβανόμενα ὑπ' ὄψιν στοιχεῖα διὰ τὸν προσδιορισμὸν τῆς ἀξίας ἢ τῆς πληρωθείσης ἢ πληρωτέας τιμῆς ἐκφράζονται εἰς νόμισμα διάφορον τοῦ τῆς χώρας εἰσαγωγῆς, ἢ τιμῆ συναλλάγματος, ἥτις θὰ ληφθῇ ὑπ' ὄψιν διὰ τὴν μετατροπὴν, εἶναι ἡ ἐπίσημος τοιαύτη, ἡ ἰσχύουσα εἰς τὴν χώραν ταύτην.

Σημείωσις 5.

Ἀντικειμενικὸς σκοπὸς τοῦ ὁρισμοῦ τῆς δασμολογητέας ἀξίας εἶναι νὰ ἐπιτρέπη εἰς πᾶσαν περίπτωσιν, τὸν ὑπολογισμὸν τῶν δασμῶν ἐπὶ τῇ βάσει τῆς τιμῆς, εἰς τὴν ὁποίαν οἰοσδήποτε ἀγοραστὴς θὰ ἠδύνατο νὰ προμηθευθῇ τὰ εἰσαχθέντα ἐμπορεύματα, κατόπιν πωλήσεως συντελουμένης ὑπὸ συνθήκας πλήρους συναγωνισμοῦ, εἰς τὸν λιμένα ἢ τὸν τόπον τῆς εἰσόδου εἰς τὴν εἰσάγουσαν χώραν.

Ὁ κανὼν οὗτος ἔχει γενικὴν ἐφαρμογὴν, ἐφαρμοζόμενος ἀνεξαρτήτως τοῦ ἐὰν τὰ ἐμπορεύματα εἰσάγονται ἐπὶ τῇ βάσει συμβολαίου πωλήσεως ἢ ἔχι καὶ οἰοδήποτε ἐὰν εἶναι οἱ ὅροι τοῦ συμβολαίου τούτου.

Ἡ ἐφαρμογὴ ὅμως τοῦ ὁρισμοῦ τούτου συνεπάγεται ἐρευναν ἐπὶ τῶν τρεχουσῶν τιμῶν κατὰ τὸν χρόνον προσδιορισμοῦ τῆς δασμολογητέας ἀξίας.

Εἰς τὴν πρᾶξιν, ὅταν τὰ εἰσαγόμενα ἐμπορεύματα ἀποτελοῦν τὸ ἀντικείμενον μιᾶς καλῆς τῇ πίστει πωλήσεως, ἡ πληρωθεῖσα ἢ ἡ πληρωτέα τιμὴ κατὰ τὴν πώλησιν ταύτην δύναται, γενικῶς, νὰ θεωρηθῇ ὡς μία ἐγκυρὸς ἔνδειξις διὰ τὸν προσδιορισμὸν τῆς κανονικῆς τιμῆς, περὶ ἧς ὁ ὁρισμός.

Κατὰ συνέπειαν, ἡ πληρωθεῖσα ἢ ἡ πληρωτέα τιμὴ θὰ δύναται, ἀνευ δυσχερείας τινὸς νὰ ληφθῇ ὡς βάσις ἐκτιμήσεως καὶ συνιστᾶται εἰς τὰς Τελωνειακὰς Ὑπηρεσίας, ὅπως τὴν ἀποδέχονται ὡς δασμολογητέαν ἀξίαν τῶν περὶ ὧν πρόκειται ἐμπορευμάτων, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν :

α) τῶν ληπτέων μέτρων πρὸς ἀποφυγὴν τῆς διαφυγῆς τῶν δασμῶν διὰ τῆς χρησιμοποιοῦσεως εἰκονικῶν ἢ ἀνακριβῶν τιμῶν ἢ συμβολαίων,

β) τῶν ἐνδεχομένων προσαρμογῶν τῆς τιμῆς ταύτης, τῶν κρινομένων ὡς ἀναγκαίων, ἵνα ληφθῶσιν ὑπ' ὄψιν τὰ στοιχεῖα ἅτινα εἰς τὴν ὑπὸ κρίσιν πώλησιν θὰ διέφερον ἐκείνων, ἅτινα διαλαμβάνει ὁ ὁρισμὸς τῆς δασμολογητέας ἀξίας.

Αἱ προσαρμογαὶ τῆς ὡς ἄνω παραγράφου (β) ἀφοροῦν ἰδίως τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς καὶ τὰ λοιπὰ ἔξοδα, περὶ ὧν ἡ παράγραφος 2 τοῦ ἄρθρου I καὶ ἡ Σημείωσις 2 τῆς προσθήκης εἰς τὸ ἄρθρον I ὡς καὶ τὰς ἐκπτώσεις ἢ ἄλλας μειώσεις τῆς τιμῆς τὰς παραχωρηθείσας εἰς τοὺς ἀποκλειστικούς ἀντιπροσώπους ἢ μοναδικοὺς ἐκδοχεῖς, τὰς ἀσυνήθεις ἐκπτώσεις ἢ πᾶσαν ἄλλην μείωσιν ἐπὶ τῆς συνήθους τιμῆς συναγωνισμοῦ.

Προσθήκη εἰς τὸ ἄρθρον III.

Σημείωσις 1.

Αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου III οὐδέναν περιορισμὸν ἐπιφέρουν εἰς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων I καὶ II.

Σημείωσις 2.

Αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου III δύναται νὰ ἔχουν ἐπίσης ἐφαρμογὴν εἰς τὰ ἐμπορεύματα ἅτινα εἰσάγονται ἵνα ἀποτελέσουν, μετὰ προηγουμένην συμπληρωματικὴν ἐπεξεργασίαν, ἀντικείμενον, εἴτε πωλήσεως ἢ ἄλλης πράξεως διαθήσεως ὑπὸ ἀλλοδαπὸν βιομηχανικὸν ἢ ἐμπορικὸν σῆμα, εἴτε χρησιμοποίησεως ὑπὸ τοιοῦτον σῆμα.

Σημείωσις 3.

Βιομηχανικὸν ἢ ἐμπορικὸν σῆμα θὰ θεωρηθῇ ὡς ἀλλοδαπὸν βιομηχανικὸν ἢ ἐμπορικὸν σῆμα, ἐὰν τοῦτο εἶναι σῆμα :

α) εἴτε ἐνὸς οἰοδήποτε προσώπου τὸ ὅποῖον, ἐκτὸς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς, παρήγαγεν, ἐβιομηχανοποίησεν, προσέφερε πρὸς πώλησιν ἢ παρενέβη κατ' ἄλλον τρόπον εἰς τὴν διακίνησιν τῶν πρὸς ἐκτίμησιν ἐμπορευμάτων,

β) εἴτε ἐνὸς οἰοδήποτε προσώπου συνδεδεμένου εἰς ἐμπορικὰς ἐργασίας μετὰ παντὸς προσώπου ἐκ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν ὡς ἄνω παράγραφον (α),

γ) εἴτε ἐνὸς οἰοδήποτε προσώπου, οὗτινος τὰ ἐπὶ τοῦ σήματος δικαιώματα περιορίζονται ὑπὸ τινος συμφωνίας μεθ' οἰοδήποτε προσώπου ἐκ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς ὡς ἄνω παραγράφους (α) ἢ (β).

Γενικὴ προσθήκη.

Ἡ ἐννοία τῆς δασμολογητέας ἀξίας, ὡς αὕτη ἐκφράζεται διὰ τοῦ Ὁρισμοῦ καὶ τῶν Ἑρμηνευτικῶν ὡς ἄνω Σημειώσεων, ἐφαρμόζεται διὰ τὸν προσδιορισμὸν τῆς δασμολογητέας ἀξίας ὅλων τῶν ἐμπορευμάτων τῶν ὑποκειμένων εἰς τελωνισμόν, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ἐμπορευμάτων, ἅτινα ἀπαλλάσσονται τῆς καταβολῆς τῶν δασμῶν, ὡς καὶ τῶν ἐμπορευμάτων τῶν ὑποκειμένων εἰς εἰδικευμένους δασμούς.

Ἄρθρον δευτέρον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ 18 Ἀπριλίου 1972.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Ἰουνίου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ

ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΔΑΜΑΝΤΙΟΣ ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΚΩΝΣΤ. ΡΑΛΛΗΣ, ΗΛ. ΜΠΑΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΠΤΡ. ΤΕΤΕΝΕΣ, ΕΥΣΤ. ΛΑΤΣΟΥΔΗΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΥΜΠΑΣ, ΓΕΩΡΓ. ΤΣΟΥΜΑΝΗΣ, ΔΗΜ. ΤΣΑΚΩΝΑΣ, ΠΑΝ. ΧΡΗΣΤΟΥ, ΤΖΩΡ. ΤΖΩΡΤΖΑΚΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΑΝΑΣΤΑΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΠΑΝ. ΠΑΠΑΡΡΟΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΤΡΤΦ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΑΚΟΣ, ΑΛΕΞ. ΤΖΑΒΕΛΛΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΚΙΑΔΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Ἰουνίου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

(2)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 452

Περὶ κυρώσεως τοῦ τροποποιηθέντος ἄρθρου XVI τῆς ἀπὸ 15 Δεκεμβρίου 1950 Συνβάσεως Βρυξελλῶν ἐπὶ τῆς Ὀνοματολογίας διὰ τὴν κατὰ τὴν ἐμπορευμάτων εἰς τὰ Τελωνειακὰ Δασμολόγια.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχύϊ νόμου τὸ ἄρθρον XVI τῆς ἀπὸ 15 Δεκεμβρίου 1950 ἐν Βρυξέλλαις συναφθείσης καὶ διὰ τοῦ Α.Ν. 1923/1951 κυρωθείσης Συνβάσεως ἐπὶ τῆς Ὀνοματολογίας διὰ τὴν κατὰ τὴν ἐμπορευμάτων εἰς τὰ Τελωνειακὰ Δασμολόγια, ὡς τοῦτο ἐτροποποιήθη βάσει τῆς ἀπὸ 16 Ἰουνίου 1960 σχετικῆς συστάσεως τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας, τὸ δὲ κείμενον αὐτοῦ ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἐλληνικὴν, ἔχει ὡς ἑπεται :

ARTICLE XVI

(a) Le Conseil peut recommander aux Parties Contractantes des amendements à la présente Convention.

((b) Le texte de tout projet d' amendement ainsi recommandé sera communiqué par le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique à toutes les Parties Con-

tractantes et aux Gouvernements de tous les autres Etants signataires ou adhérents.

(c) Tout projet d' amendement qui aura été communiqué conformément au paragraphe (b) ci-dessus sera réputé accepté si aucune Partie Contractante ne formule d' objection dans un délai de six mois, à compter de la date à laquelle le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique aura communiqué ledit projet d' amendement aux Parties Contractantes.

(d) Le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique fera connaître à toutes les Parties Contractantes, ainsi qu' au Secrétaire Général du Conseil, si une objection a été formulée contre un projet d' amendement. En l' absence d' objections, l' amendement entrera en vigueur pour toutes les Parties Contractantes six mois après l' expiration du délai visé au paragraphe (c) ci-dessus et , en particulier en cas d' amendement à la Nomenclature, les tarifs douaniers des dites Parties Contractantes devront, à cette date, être adaptés à la Nomenclature amendée.

(e) Le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique notifiera à toutes les Parties Contractantes et aux autres Etats signataires ou adhérents, ainsi qu' au Secrétaire Général du Conseil, les amendements acceptés ou réputés acceptés.

(f) Tout Gouvernement qui ratifie la présente Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d' adhésion.

ARTICLE XVI

(a) The Council may recommend amendments to the present Convention to the Contracting Parties.

(b) The text of any amendment so recommended shall be communicated by the Belgian Ministry of Foreign Affairs to all Contracting Parties and to the Governments of the all other signatory or acceding States.

(c) Any recommended amendment communicated in accordance with the provisions of paragraph (b) of this Article shall be deemed to be accepted if no Contracting Party has notified its objection to such amendment within six months of the date on which the Belgian Ministry of Foreign Affairs has communicated such amendment.

(d) The Belgian Ministry of Foreign Affairs shall inform all Contracting Parties and the Secretary General of the Council if an objection has been notified against a recommended amendment. Should there have been no objection, the amendment shall come into force for all Contracting Parties six months after the expiry of the period referred to in paragraph (c) of this Article, and as regards amendments to the Nomenclature in particular, the national tariffs of the Contracting Parties shall be brought into agreement with the amended Nomenclature by that date.

(e) The Belgian Ministry of Foreign Affairs shall notify all Contracting Parties, other signatory or acceding States and the Secretary General of the Council of accepted amendments or amendments deemed to have been accepted.

(f) Any Government or acceding to the present Convention shall be deemed to have accepted any amendments thereto which have entered into force at the date of the deposit of its instrument of ratification or accession.

Le Chef du Service des Traités du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur de Belgique certifie que le texte qui précède est conforme au texte de l' article XVI tel qu' il a été amendé.

Bruxelles, le 15 septembre 1965

R. TAYMANS
Ambassadeur

Άρθρον XVI

α) Το Συμβούλιον δύναται νά συστήσῃ πρὸς τὰ συμβαλλόμενα μέρη, τροποποιήσεις εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

β) Το κείμενον πάσης οὕτω συνιστωμένης τροποποιήσεως θ' ἀνακοινούται ὑπὸ τοῦ Βελγικοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν εἰς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καὶ εἰς τὰς Κυβερνήσεις πάντων τῶν λοιπῶν Κρατῶν, ἅτινα ὑπέγραψαν ἢ προσχωρήσαν.

γ) Οἱ αἰδήποτε συνιστωμένης τροποποιήσεις, ἀνακοινωθεῖσα συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παραγράφου (β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, θεωρεῖται ὡς γενομένη ἀποδεκτή, ἐὰν οὐδὲν Συμβαλλόμενον Μέρος ἐγνωστοποίησε τὰς ἐπὶ ταύτης ἀντιρρήσεις του, ἐντὸς ἑξ (6) μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς τὸ Βελγικὸν Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν ἀνεκοίνωσε τὴν τοιαύτην τροποποίησιν εἰς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη.

δ) Το Βελγικὸν Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν θὰ γνωστοποιῇ εἰς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καὶ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου ἐὰν διευτυπῶθῃ ἀντίρρησις τις κατὰ τῶν συνιστωμένων τροποποιήσεων. Ἐὰν οὐδεμία ἀντίρρησις διευτυπῶθῃ, ἡ τροποποίησις τίθεται ἐν ἰσχύϊ δι' ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἑξ μῆνας μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν παράγραφον (γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου προθεσμίας καί, καθ' ὅτι ἀφορᾷ εἰδικῶς εἰς τὰς εἰς τὴν Ὀνοματολογίαν τροποποιήσεις, τὰ ἐθνικὰ δασμολόγια τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ προσαρμοσθοῦν πρὸς τὴν τροποποιηθεῖσαν Ὀνοματολογίαν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης.

ε) Το Βελγικὸν Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν θὰ γνωστοποιῇ πρὸς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, τὰ λοιπὰ ὑπογράψαντα ἢ προσχωρήσαντα Κράτη καὶ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, τὰς ἀποδεκτὰς τροποποιήσεις ἢ τὰς λογιζομένας ὡς γενομένας ἀποδεκτὰς τροποποιήσεις.

στ) Οἱ αἰδήποτε Κυβερνήσεις, ἐπικυροῦσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἢ προσχωροῦσα εἰς ταύτην, θεωρεῖται, ὡς ἔχουσα ἀποδεχθῇ καὶ τὰς τροποποιήσεις αἵτινες ἰσχύουν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

Ὁ Προϊστάμενος τῆς Ὑπηρεσίας Συμφωνιῶν τοῦ Βελγικοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν καὶ Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου πιστοποιεῖ, ὅτι τὸ ὡς ἀνω κείμενον εἶναι σύμφωνον πρὸς τὸ κείμενον τοῦ ἄρθρου XVI, ὡς τοῦτο ἐτροποιοήθη.

Ἐν Βρυξέλλαις τῇ 15ῃ Σεπτ/βρίου 1965

(Ὑπογραφή)
P. TAIMANIS
Πρεσβευτῆς

Άρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1965.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Ἰουνίου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ
ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΔΑΜΑΝΤΙΟΣ ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΚΩΝΣΤ. ΡΑΛΛΗΣ, ΗΛ. ΜΠΑΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΠΤΡ. ΤΕΤΕΝΕΣ, ΕΥΣΤ. ΛΑΤΣΟΤΑΗΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΤΜΠΑΣ, ΓΕΩΡΓ. ΤΣΟΤΜΑΝΗΣ, ΔΗΜ. ΤΣΑΚΩΝΑΣ, ΠΑΝ. ΧΡΗΣΤΟΥ, ΤΖΩΡ. ΤΖΩΡΤΖΑΚΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΑΝΑΣΤΑΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΠΑΝ. ΠΑΠΑΡΡΟΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΤΡΤΦ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΑΚΟΣ, ΑΛΕΞ. ΤΖΑΒΕΛΛΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΚΙΑΔΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐδωροῦνται καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Ἰουνίου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Ἡ ἐτήσια συνδρομή τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ὡς κάτωθι :

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π. .	»	3.000
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἄπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἡμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά :

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Διοικήσεως κ.λ.π.	»	25
6. » » Παράρτημα	»	15
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	150
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10
9. Δι' ἄπαντα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 3, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 8, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 15, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἀνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσεῖναι κατὰ δραχ. 15 ἀπὸ 80 σελίδας.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι' Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης :

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνέλευσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπόμενων ἀπὸ τοῦ ἁρθροῦ 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ τῶν ἀφοροῦν εἰς προσωρινὰ διατάξεις....	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ ἐξέλιξιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939. .	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν .	»	4.000
7. Τῶν συνειρητικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπιτάξεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, τῶν ἐξόδων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν ἐν γένει, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ δι' ὧν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ.....	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπων ἐν Ἑλλάδι Ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματοποιοῦ περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματοποιοῦν πρὸς διαπραγματεύσειν, συμφωνίας πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἁρθροῦ 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	1.000
---	-------	-------

13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματοποιοῦ, συμφωνίας πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἁρθροῦ 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967	»	1.000
---	---	-------

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλοσφαιριστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλοσφαιριστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγίας ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλοσφαιριστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλοσφαιριστικῶν Ταμείων	»	1.000
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν ἐν ἑνὶ Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000

II Εἰς τὸ Τέταρτον τεύχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	400
--	---	-----

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῇ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὁρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἑωυτεριοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικῆς εἰσπράξεως, ὅπου, μετὰ τὴν τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἑωυτεριοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλονται καὶ εἰς ἀνέλογον συνῶλλογμα δι' ἐπιταγῆς ἐκ δόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις ἐν τῷ Ταμείῳ τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ὅπου ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφωνίας πρὸς τὰ ἐντάλματα διὰ τῶν ἀπ. 192578/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίου διαταγῆς τοῦ Γενικοῦ Λογισταρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἑωυτεριοῦ ἀποστέλλονται δι' ἐπιταγῆς, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε.Τ.

ΧΡ. ΛΑΓΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ